

enfants)<sup>15</sup>. Plus de 30.000 personnes se sont réfugiés en Angola. Durant ce conflit, près de 300 écoles ont été attaquées dans le Kasai Central et les enfants ont représenté au moins 60% des forces miliciennes de la région : des milliers de mineurs ont été forcés à prendre les armes<sup>16</sup>. Aujourd'hui qualifiée de zone « post-conflit », le Kasai Central reste marqué par la persistance de conflits intercommunautaires sporadiques liés à la gestion du pouvoir coutumier et foncier, l'insécurité alimentaire critique, la résurgence des épidémies, et l'accroissement des cas de violence basée sur le genre (VBG). Le conflit est venu exacerber la situation de précarité des conditions de vie de manière générale. La population souffre toujours des conséquences de ces conflits, que ce soit au niveau d'accès aux services de base, psychosocial<sup>17</sup> ou nutritionnel : en 2021, près de cinq millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire<sup>18</sup>. De plus, le récent retrait des forces de maintien de la paix de l'ONU (MONUSCO) des provinces du Kasai en juin 2021, génère un besoin pour les acteurs d'y assurer la stabilité et la paix.

Dans ces zones de crise, l'importance d'investir dans l'éducation est évidente pour consolider les résultats en matière de santé, d'accès au droit ou de réduction des inégalités entre filles et garçons, par exemple. Face à l'ampleur des besoins, l'Union européenne entend accroître son impact à travers la création de synergies et la concentration géographique. En Ituri en particulier, l'action pourra prendre la relève des activités d'ECHO en matière d'éducation.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes concernées directement ou indirectement par le programme sont les suivants:

Les acteurs institutionnels – Titulaires d'obligations : ils sont porteurs des réformes au niveau du gouvernement et leur implication est un facteur important pour l'appropriation et la pérennité de l'action,

- Le ministère de l'éducation primaire, secondaire et technique (EPST)
- Le ministère de la formation professionnelle et métiers
- Le ministère de la jeunesse, initiation à la citoyenneté et cohésion nationale
- Le ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité
- Les ministères provinciaux chargés de l'éducation
- Les directions provinciales de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel
- Les écoles accompagnées et les agents publics en charge des bénéficiaires.

Les partenaires de mise en œuvre :

- Les organisations du système des Nations unies : elles ont une expérience avérée en matière de protection de l'enfance et d'éducation
- Les Organisations non-gouvernementales (ONG) spécialisées dans la protection de l'enfance, l'éducation, inclusif, et la défense de droits des femmes et des filles.

Les bénéficiaires – Titulaires de droits :

- La population des zones géographiques ciblées en général, avec une attention particulière pour les enfants (filles et garçons) en âge de scolarisation, incluant les enfants déplacés, rapatriés, réfugiés, en situation d'handicap, et les enfants non accompagnés.
- Les instituteurs, enseignants et acteurs éducatifs travaillant au sein des écoles ciblées.

<sup>15</sup> *The future of Kasai Children at threat*, UNICEF, 2017, p. 2

<sup>16</sup> *Kasai : les enfants, premières victimes de la crise*, Unicef 2018, p. 13

<sup>17</sup> Une enquête menée par Interpeace démontre que 40% de la population du Kasai Central montrent des niveaux sévères de stress post-traumatique en 2019.

<sup>18</sup> *Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les provinces du Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami et Sankuru*, PAM, 2021, p.7